

COMPTE-RENDU DE LA RENCONTRE DE LA TABLE DE CONCERTATION NATIONALE EN SANTÉ ENVIRONNEMENTALE (TCNSE)

3 OCTOBRE 2023, 9 H À 16 H, MONTRÉAL, INSPQ

1.1

| Membres   | Présence | Membres                                | Présence | Membres                                     | Présence |
|---|----------|--|----------|---|----------|
| Joanne Aubé-Maurice (01) coprésidente                               | X        | Éric Botuna-Eleko (10)                 | X        | Christiane Thibault (INSPQ) - matin         | X        |
| Thierry Arsenault (01 résident)                                     | X        | Ariane Courville (11)                  | X        | Félix Lamothe (INSPQ)                       | X        |
| Patrick Poulin en remplacement de Jean-François Betala Belinga (02) | X        | Mylène Drolet-Lévesque (12)            | X        | Jean-Bernard Gamache (INSPQ)                |          |
| Philippe Robert (03) - pour le point Débriefage Feux                | X        | René Veillette (12)                    |          | Marie-Ève Veilleux                          | X        |
| Andréa Fortin (03)  | X        | Stéphanie Susser (13)                  | X        | Yolaine Labbé (INSPQ) - matin               | X        |
| Maude-Amie Tremblay (04)  |          | Élyse Brais (14)                       | X        | Marie-France Boudreault (MSSS) coprésidente | X        |
| Julie Bonin (04)  | X        | Gabrielle Bureau (15)                  | X        | Isabelle Demers (MSSS)                      | X        |
| Marianne Favreau-Perreault (05)                                     | X        | Júlia Pinheiro Carvalho (résidente 15) | X        | Eveline Toth (MSSS)                         | X        |
| Alexandra Nadeau (05)   | X        | Patrice Voyer (15)                     |          | Éric Lampron-Goulet (MSSS)                  | X        |
| Anne Pelletier (06)   | X        | Élisabeth Lajoie (16)                  | X        | Jean-Pierre Trépanier (directeur désigné)   | X        |
| Sidonie Pénicaud  | X        | Martine Vincent (16)                   | X        |   |          |
| Guillaume Campagné (07)   | X        | Marc-Étienne Bastien (résident 16)     | X        |   |          |
| Stéphane Bessette (08)  | X        | Amélie Desjardins-Tessier (17)         | X        |   |          |
| Lucie Cormier (09)  | X        | Catherine Dickson (18)                 |          |   |          |

**Animation :** Christian Bélair et Émilie Proteau-Dupont (**CREDO**), **Invité.e.s :** Marine Azevedo Da Silva (INSPQ), Pierre-Henri Minot (INSPQ,) Sébastien O’Neil (INSPQ), et Romane Rancourt-Vanier (MSSS) **Soutien :** Angèle-Anne Brouillette

| Sujets  | Discussions et décisions  |
|---|---|
| 1. Accueil, mot de bienvenue et objectifs de la rencontre   | <ul style="list-style-type: none"><li>Joanne Aubé-Maurice et Marie-France Boudreault, coprésidentes, souhaitent la bienvenue aux membres et présentent l’animateur et l’animatrice de la journée, Christian Bélair et Émilie Proteau-Dupont de la firme CREDO.</li><li>Les règles d’étiquette de la journée sont présentées : respect, empathie, faire de la place aux autres, adopter une posture de curiosité et s’engager réellement.</li><li>Une activité brise-glace est organisée pour la présentation des participant.e.s sous le thème Noël ou Halloween ? Manifestement, les membres sont plus Noël.</li></ul> |
| 1.0 Présentation des participants.e et activité brise-glace | <ul style="list-style-type: none"><li>Joanne Aubé-Maurice présente les faits saillants de l’évaluation de la rencontre de la TCNSE du 18 avril :<ul style="list-style-type: none"><li>Participation : 70 %</li><li>Déroulement, clarté, précision et pertinence des sujets : 100 % de satisfaction</li><li>4.58 sur 5 : score de satisfaction générale</li><li>Contribution à l’avancement des idées : 47 %</li></ul></li></ul>   |
| 1.1 Pour info seulement :                                   | <ul style="list-style-type: none"><li><b>Éléments à maintenir :</b><ul style="list-style-type: none"><li>Format : durée, nombre de sujets, temps de discussion</li></ul></li></ul>  |

|   |   |
|---|---|
| compte-rendu de la rencontre de la TCNSE du 18 avril 2023<br>1.2 Résultats de l'évaluation de la rencontre du 18 avril 2023   | <ul style="list-style-type: none"><li>○ Sujets de fond permettant l'amélioration continue</li><li>○ Préparation : excellente animation, gestion serrée du temps, bonne préparation du CP.</li><li>● <b>À améliorer :</b><ul style="list-style-type: none"><li>○ Rien (5 réponses)</li><li>○ Point ÉIS : avoir la présentation avant pour en parler à l'équipe</li><li>○ Points plus longs en présentiel</li></ul></li></ul> |
| 2. Contribution des acteurs de SE au dossier du logement<br>2.1 Présentation du cadre conceptuel (INSPQ)<br>2.2 Atelier   |   |
| Le point sur le logement comportait trois objectifs : <ul style="list-style-type: none"><li>○ Informer les membres de la TNCSE des principaux concepts du cadre conceptuel de l'INSPQ sur le logement. Cette portion est assumée par Sébastien O'Neil, conseiller scientifique à l'unité Développement des individus et des communautés de l'INSPQ.</li><li>○ Discuter des contributions des acteurs de SE et des autres dans le dossier du logement afin de renforcer la complémentarité et la synergie;</li><li>○ Identifier des pistes de réflexion pour favoriser des arrimages avec les divers acteurs et instances concernées par le logement.</li></ul> <p><b>Questions sur la présentation de Sébastien O'Neil (modèle conceptuel):</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>● Questionnement sur l'asymétrie du schéma, entre autres pourquoi la portion «Expositions et risques» est-elle si éclatée par rapport aux autres ?</li><li>● Suggestion d'avoir des données distinctes pour les petits ou grands logements;</li><li>● Sur la portion ISS, ajouter racisme, discrimination et populations autochtones;</li><li>● L'abordabilité dépend de politiques publiques. Serait-il pertinent que la santé publique se positionne sur certaines d'entre elles ? Si oui, il importe de développer une vision commune du dossier du logement;</li><li>● Dans quelle case va le contexte réglementaire ? Dans les orientations politiques et les caractéristiques du parc immobilier;</li><li>● Devrait-on ventiler davantage la portion Changements climatiques ?</li><li>● Suggestion d'éclater la portion «Santé des individus»;</li><li>● Suggestion d'avoir deux versions du modèle, une dynamique, virtuelle et éclatée et l'autre plus succincte, statique.</li></ul> <p><b>ATELIERS</b></p> <div>Quels rôles incontournables peuvent jouer les acteurs suivants, aux trois paliers ? : les acteurs de SE, les collègues du RSSS, les acteurs municipaux, les organismes communautaires et les citoyens et les organisations privées</div> <p><b>Acteurs de la santé environnementale (SE) :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>● Surveillance des déterminants de la santé liés au logement.</li><li>● Promotion de la santé, y compris la résilience aux changements climatiques.</li><li>● Évaluation des risques pour la santé, en particulier en réponse aux signalements.</li></ul> |   |

**Collègues du réseau de la santé et des services sociaux (RSSS) :**

- Collaboration et soutien concernant les cas d'insalubrité liés à la santé mentale et aux dépendances.
- Identification et signalement de situations problématiques, y compris le repérage de logements à risque.
- Formation et partage de connaissances sur les enjeux de qualité du logement pour la santé.

**Acteurs municipaux :**

- Application des règlementations en matière d'insalubrité et d'aménagement du territoire.
- Développement d'ententes de gestion en cas d'insalubrité grave, en collaboration avec les équipes de la Santé environnementale.
- Influence sur l'aménagement du territoire pour favoriser l'accès aux services de santé pour tous.

**Organismes communautaires et citoyens :**

- Identification des besoins liés au logement.
- Revendications politiques pour des politiques et des programmes de logement plus favorables à la santé.
- Facilitation de l'accès aux logements et promotion du développement communautaire.

**Organisations privées :**

- Participation à des projets novateurs et complément à l'offre des organismes communautaires.
- Collaboration avec les organismes à but non lucratif pour soutenir des initiatives en lien avec le logement.
- Implication potentielle au niveau provincial, régional et local dans des projets liés au logement.

Il est également important de noter que le ministère de la Santé et des Services Sociaux (MSSS) joue un rôle d'influence majeur auprès du gouvernement et a des responsabilités à différents niveaux pour orienter les politiques et les pratiques en matière de logement et de santé.

**Quels sont les éléments qui devraient être priorités en matière de qualité du logement, santé environnementale et adaptation aux changements climatiques (connaissances, formations, indicateurs et enjeux à prioriser) ?**

Les priorités varient en fonction des besoins locaux et régionaux, mais l'accent est mis sur l'accès à des logements de qualité, la prise en compte des changements climatiques, et l'importance d'avoir des connaissances, des formations, des indicateurs et des politiques adaptées pour faire face à ces enjeux. En résumé :

**Connaissances :**

- Comprendre les déterminants d'un accès à un logement de qualité pour les populations vulnérables ou en difficulté financière.
- Intégrer les changements climatiques dans la planification des nouveaux aménagements, en utilisant des indicateurs de qualité de l'air, de bâtiments à risques et de zones inondables.
- Étudier la vulnérabilité des locataires aux propriétaires négligents et faire de cette question une priorité en matière de surveillance et d'intervention.

**Formations :**

- Former les acteurs de la santé publique et les municipalités aux bonnes pratiques et déterminants pour assurer un accès à un logement de qualité pour les populations vulnérables.
- Mettre en place des formations pour les locataires confrontés à une mauvaise qualité de logement et soutenir les organismes communautaires qui les aident, y compris les immigrants.
- Créer des formations pour les partenaires régionaux et locaux concernant les inspections de salubrité.

**Indicateurs :**

- Développer des indicateurs pertinents pour influencer les municipalités en mettant en avant des données parlantes.
- Créer des indicateurs géographiques pour évaluer la qualité du logement en fonction du cadre réglementaire.
- Élaborer des indicateurs pour mesurer l'adaptation du parc immobilier aux changements climatiques, en se concentrant sur les risques liés à la chaleur, aux inondations, et aux autres impacts environnementaux.

**Enjeux à prioriser :**

- Accessibilité au logement, en particulier pour les populations vulnérables.
- Abordabilité des logements, notamment en ce qui concerne les loyers et les coûts liés à la qualité du logement.
- Modification des lois et règlements pour mieux encadrer la qualité du logement.
- Augmentation du financement disponible et des subventions au niveau régional et local pour améliorer la qualité du logement.

**Comment tirer profit des opportunités issues des travaux suivants pour faire avancer les travaux en logement (CAR, instances impliquées dans l'aménagement du territoire, EIS, instances au niveau des normes de rénovation/construction, etc.) ?**

Pour tirer profit des opportunités liées aux travaux en logement, voici les principales idées émises par les participants :

- Réalisation de portraits (surveillance) pour identifier les problématiques existantes.
- Offrir des formations sur les enjeux liés aux changements climatiques (CC) et des problématiques spécifiques comme les inondations, l'autonomie en cas de panne, et la chaleur.
- Reconnaître que les CC auront un impact négatif sur les problèmes de logement préexistants.
- Collaborer avec les collègues en promotion de la santé publique (PP) pour créer des synergies et favoriser la collaboration.
- Favoriser l'appropriation des connaissances sur le logement en engageant tous les acteurs concernés par la qualité de vie.
- Assurer une présence forte de la santé publique, y compris les représentants de la santé environnementale (SE), dans les concertations et instances impliquées dans l'aménagement du territoire, et faire connaître le rôle essentiel de ces acteurs et des programmes de santé publique pour sensibiliser les partenaires régionaux aux impacts potentiels sur la santé.

**3. Contribution des acteurs de SE dans l'atténuation des GES et la création d'environnements favorables**

3.1 Présentation

3.2 Atelier

Joanne Aubé-Maurice présente les éléments de la fiche Atténuation des GES et création d'environnements favorables. Celle-ci est toujours en **évolution**.

Voici les commentaires, suggestions et questions en plénière :

**Mobilité durable :**

- Qu'en est-il de la biodiversité ? la fiche technique évoque cet aspect et s'attarde à placer les rôles que les équipes de santé publique peuvent jouer;

- Suggestion de mettre davantage l’accent sur le verdissement;
- Travailler davantage avec les villes et les milieux scolaires, notamment en amont de la construction de nouvelles écoles (afin de favoriser le transport actif). Serait-il pertinent de soumettre des ébauches de réglementation aux municipalités pour les inspirer dans un aménagement du territoire plus propice à l’atténuation des GES ?
- Travailler davantage avec notre propre employeur : la pandémie a été aidante pour que le rapprochement des DRSP et des PDG des CISSS et CIUSSS

**Alimentation :**

- Avoir un programme universel alimentaire scolaire (SOC, partenariats avec les agriculteurs)
- Mettre davantage de protéines végétales dans les écoles
- Travailler avec le privé pour changer la chaîne alimentaire
- On évoque le fait que dans plusieurs DSPu, le volet alimentation est pris en charge seulement dans les équipes de PP. Est-ce qu’une responsabilité partagée à cet égard pourrait être possible ? On mentionne le fait qu’on travaille encore en silos dans nos DSPu.
- Des leviers pourraient être accessibles via la Concurrence administrative régionale (CAR), mais les acteurs de SE sont plus loin de ces instances. Alliance à faire avec la PP. Pourrait être poussé par la PGPS
- Notre rôle de SE à cet égard n’est pas très clair.
- Il faut envisager de travailler non pas que sur la demande, mais aussi sur l’offre. Il faudrait notamment travailler avec l’agroalimentaire et la filière animale.

**Soutenir l’action climatique :**

- Garder une vision claire des émetteurs de GES.
- Miser sur les partenariats fédéraux : il y a beaucoup d’expertises à tirer profit
- Pouvons-nous utiliser un cadre en dépendance (pour illustrer notre dépendance à l’automobile?)
- Accessibilité des données aux organisations – désert alimentaire
- Faire atterrir pour que ça résonne chez les citoyens
- Piste des données ouvertes
- Produire de la donnée et les interpréter. Mettre à contribution l’organisation communautaire pour que ça résonne pour les communautés locales.
- Faire la tournée des conseils municipaux

**Voici le résumé des ateliers :**

Q. Qu'est-ce que les acteurs de SE peuvent faire de plus d'ici 2030?

- **Collaboration avec des partenaires variés** : Les acteurs de la SE doivent travailler en partenariat avec des entreprises privées telles que les distributeurs alimentaires locaux et les agriculteurs, en cherchant à obtenir des subventions gouvernementales pour favoriser des pratiques durables.
- **Promotion de l'alimentation universelle dans les écoles** : Les acteurs de la SE peuvent jouer un rôle essentiel dans la promotion de la distribution alimentaire universelle dans les écoles, en mettant l'accent sur des aliments locaux et d'origine végétale, notamment dans les CPE et les CHSLD.
- **Mobilité durable** : La promotion de la mobilité durable, y compris le télétravail, est un domaine où les acteurs de la SE peuvent agir, en collaborant avec d'autres acteurs pour maximiser l'efficacité de ces initiatives.

- **Réduction de la consommation de viande** : Les acteurs de la SE peuvent promouvoir des politiques visant à réduire la consommation de viande, en collaborant avec les producteurs de viande et en encourageant des alternatives d'origine végétale.
- **Aménagement du territoire** : Les acteurs de la SE peuvent contribuer à l'aménagement du territoire en encourageant des mesures visant à réduire la dépendance à l'automobile et à développer les transports collectifs.
- **Utilisation responsable des données et de la technologie** : Les acteurs de la SE peuvent jouer un rôle clé dans la documentation de l'impact de l'informatique en nuage, des algorithmes d'intelligence artificielle et des technologies cellulaires sur les émissions de gaz à effet de serre, en proposant des actions pour minimiser cet impact.

En outre, les acteurs de la SE peuvent agir comme facilitateurs de collaboration interministérielle et interpartenaires, en proposant la création de programmes ou d'initiatives spécifiques liées aux changements climatiques et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Ils peuvent également jouer un rôle majeur dans la sensibilisation et la formation des acteurs de la santé publique à l'atténuation des GES, tout en cherchant à renforcer les partenariats avec des acteurs du secteur privé et à influencer les politiques gouvernementales pour promouvoir la durabilité et la santé publique.

Q. Est-ce que l'équipe de SE est en leadership, en soutien ou en collaboration ?

**Alimentation :**

- En collaboration avec le volet Prévention et promotion de la santé (PP) et jeunesse pour le volet alimentaire.
- Soutien dans la documentation des effets favorables de l'alimentation.
- Leadership en animation de la concertation pour favoriser des pratiques alimentaires durables.

**Mobilité :**

- Généralement en soutien ou en collaboration dans le domaine de la mobilité durable.
- Leadership possible pour convaincre et influencer les décideurs à travers la production de portraits et de données pertinentes.
- En soutien pour la production de contenu lié aux meilleures pratiques pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, notamment auprès des employeurs et des institutions.

**Soutien à l'action climatique :**

- Collaboration et soutien en fonction des leviers et des partenaires impliqués.
- Soutien à la PP pour les aspects touchant le développement social.
- Leadership pour les projets en aménagement du territoire.
- Collaboration avec les CISSS pour développer de nouvelles pratiques en matière d'action climatique.

Il ressort de ces réponses que l'équipe de SE assume principalement un rôle de collaboration et de soutien, tout en étant prête à prendre un leadership lorsque cela est nécessaire pour promouvoir des pratiques durables et influencer les décideurs. Le rôle de SE dépend des domaines d'intervention spécifiques et des partenaires impliqués.

Q. Avec qui travailler dans votre organisation ?

**Alimentation :**

- Travailler en collaboration avec le volet Prévention et promotion de la santé (PP) et l'équipe jeunesse pour avoir une vision élargie et travailler en complémentarité.

- Travailler avec d'autres directions au sein de l'organisation, telles que la direction des ressources informationnelles (DRI) et la direction de santé et de services sociaux en toxicomanie, hébergement, jeunesse et logement social (DSHTL).
- Collaborer avec les équipes locales et les équipes de surveillance pour la mise en œuvre de politiques alimentaires régionales.

**Mobilité :**

- Travailler avec d'autres équipes internes de l'organisation, notamment les équipes de PP, Surveillance, SAT, gestion, et des équipes de proximité.
- Collaborer avec des comités de changement climatique (CC) à la direction régionale de santé publique (DRSP) et avec les ressources matérielles et les travailleurs des centres intégrés de santé et de services sociaux (CISSS) et des centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux (CIUSSS) pour comprendre les besoins et les barrières liés à la mobilité.

**Soutien à l'action climatique :**

- Travailler en collaboration avec les directions de services techniques et les comités de développement durable des CISSS et des CIUSSS pour favoriser des actions d'atténuation des changements climatiques.
- Collaborer avec l'équipe PP sur les dossiers liés à l'action climatique, notamment en ce qui concerne les politiques alimentaires et la promotion des protéines végétales.
- S'associer avec des associations sectorielles paritaires pour influencer les milieux de travail en réalisant des portraits liés à la mobilité et en influençant l'offre alimentaire.
- Promouvoir l'exemplarité en encourageant l'achat local dans les services alimentaires des CISSS et des CIUSSS.

Il ressort de ces réponses que la collaboration interne et l'engagement auprès de partenaires internes sont essentiels pour atteindre ces objectifs.

Q. Qui sont les partenaires ?

**Alimentation :**

- Compagnies privées, notamment dans la restauration, la chaîne alimentaire (agriculteurs, transformateurs, restaurateurs, etc.).
- Municipalités.
- Gouvernements fédéral et provinciaux.
- Organisations communautaires.

**Mobilité :**

- Municipalités, avec un accent sur les villes et les municipalités.
- Milieux scolaires, en particulier dans le contexte de la promotion de modes de mobilité durables.

**Soutien à l'action climatique :**

- Grands réseaux, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la petite enfance, de la municipalité, etc.
- Autres ministères (tels que MELCCFP, MAPAQ, MTQ) et organismes (sociétés de transport collectif).
- Organismes communautaires.
- Citoyens, qui peuvent jouer un rôle dans les actions liées à l'action climatique.

La collaboration avec ces partenaires est essentielle pour mettre en œuvre des actions efficaces en matière d'alimentation, de mobilité et d'action climatique.

Q. Quels sont les défis ?

**Alimentation :**

- Coût plus élevé pour manger local, ce qui peut décourager les consommateurs.
- Manque de règlements pour favoriser des pratiques alimentaires durables.
- Nécessité de provoquer un changement social pour encourager des habitudes de vie et de consommation plus durables.
- Besoin de faire connaître les enjeux liés à la santé environnementale et de sensibiliser le public.

**Mobilité :**

- Besoin d'intégrer davantage les aspects de santé environnementale dans la promotion et la prévention de modes de mobilité durables.
- Défis liés à l'engagement des partenaires autour d'enjeux à plus grande échelle, malgré des contraintes liées à des situations plus urgentes.

**Soutien à l'action climatique :**

- Défis liés à la définition des rôles et responsabilités des différents acteurs en matière d'atténuation, ce qui peut rendre difficile la coordination des efforts.
- L'existence d'une norme sociale forte et les défis de gestion du changement dans un système capitaliste actuel, où l'accent est souvent mis sur l'adaptation plutôt que sur l'atténuation.
- Nécessité d'éviter les fausses bonnes idées en menant des analyses de cycle de vie pour évaluer l'impact réel de certaines interventions.
- L'existence d'addictions aux habitudes de consommation, telles que la viande, les produits non-locaux et les automobiles.
- La présence de climatosceptiques, qui peuvent entraver les efforts d'atténuation.

Pour relever ces défis, il est important de sortir des sentiers battus et d'intégrer davantage la promotion de la santé environnementale dans les actions de prévention et de sensibilisation. La collaboration entre les différents acteurs, notamment entre la santé environnementale (SE) et la promotion de la santé (PP), est également essentielle pour relever ces défis de manière efficace.

Q. Quels sont les leviers et opportunités ?

**Alimentation :**

- La possibilité d'obtenir des subventions gouvernementales pour combler les pertes au secteur privé et encourager des pratiques alimentaires durables.
- La promotion de programmes d'information et d'éducation auprès des jeunes, qui sont les acteurs du futur.
- La collaboration avec des compagnies privées qui ont le potentiel d'avoir un impact plus large que les individus.
- La diffusion et l'interprétation des données de surveillance des directions de santé publique (DSPu) pour mieux comprendre les enjeux liés à l'alimentation.

**Mobilité :**

- Les opportunités découlant des initiatives telles que le VRAC-PARC, qui permettent des partenariats à une échelle très locale et une intégration des enjeux dans les mandats de santé publique.
- L'intégration des enjeux de mobilité dans la future révision de la Politique gouvernementale de prévention en santé, en mettant l'accent sur l'aménagement du territoire, les écoles en santé, et d'autres initiatives.

**Soutien à l'action climatique :**

- La collaboration avec les municipalités dans le cadre d'Évaluations d'impact sur la santé (ÉIS) pour favoriser des actions d'atténuation à l'échelle locale.
- Les opportunités offertes par des initiatives telles que VRAC-PARC, qui permettent de collaborer avec les municipalités et de produire des portraits lors de renouvellements.
- La présence d'agriculteurs sur le territoire et la possibilité de promouvoir des politiques alimentaires dans les institutions.
- Les changements potentiels de la loi sur la santé au travail et l'implication des employeurs dans des démarches visant à identifier les risques pour la santé, offrant ainsi l'opportunité de discuter de la neutralité carbone et des moyens pour y parvenir.



Il ressort de ces réponses que des opportunités existent pour favoriser des pratiques alimentaires durables, promouvoir des modes de mobilité écologiques et soutenir l'action climatique. Ces opportunités incluent la collaboration avec des partenaires gouvernementaux, privés, et communautaires, ainsi que l'intégration des enjeux liés à la santé environnementale dans diverses politiques et initiatives gouvernementales.

|   |  |
|---|--|
| 4. Plan de surveillance thématique-COVID 19 | <p>Romane Rancourt-Vanier du MSSS présente les étapes d’élaboration du plan de surveillance thématique COVID-19. Elle est accompagnée de Marine Azevedo Da Silva de l’INSPQ. Voici les questions et commentaires des membres :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Les consultations pour la révision des indicateurs prennent beaucoup de temps, ce qui soulève des questions sur leur utilité et leur efficacité. On évoque le fait que les consultations permettent de légitimiser certaines demandes d’accès aux indicateurs. Les prochaines consultations seront régionalisées en ce sens qu’un seul questionnaire devra être répondu par région pour simplifier le processus. Les DSPu auront 4 semaines pour participer aux prochaines consultations.</li><li>• Le groupe de travail sur le suivi opérationnel des indicateurs (GT-SOI) est chargé de la priorisation des indicateurs;</li><li>• L'utilisation de la «lentille COVID-19» dans la collecte de données permet de justifier l'accès à certaines données.</li></ul> |
|---|--|

5. Les mesures d’urgence en santé environnementale

5.1 Quelques faits saillants des résultats du sondage

5.2 Création d’une cellule de réflexion pour la préparation d’un plan de match

Joanne Aubé-Maurice rappelle quelques jalons du dossier sur les mesures d’urgence en santé environnementale. Elle mentionne que la TCNSE avait jugé pertinent de requalifier les besoins des membres en matière d’urgence en SE puisque les travaux avaient débuté en 2018. Une bibliothèque d’urgence en SE a été déposée dans l’équipe de la CP-SE. Merci aux membres du GT-Muse. (Leur mission est terminée). Elle évoque également quelques faits saillants des résultats du sondage

- 12 régions qui ont une trousse d’urgence en SE, dont 7 qui disent qu’elle fait «la job»
- Sur les modalités d’entraide et de formation, nous avons sondé la TCNSE si les membres disposaient de ressources qui pourraient contribuer à ces chantiers d'ici 2025, 65 % des répondants disaient oui à «Groupe de répondants sur les mesures d’urgence en santé environnementale basé sur l’entraide, la formation et l’harmonisation des pratiques» et «Élaborer de courtes fiches d’intervention (2-3 pages) sur les types d’urgence pour lesquels la majorité des DSPu se sentent moins à l’aise d’intervenir».

Il est proposé de mettre en place une cellule de réflexion tripartite de 4-5 personnes visant à proposer un **plan de match** pour les MUSE d’ici 2025. Cette cellule aura comme mandat **d’ici la rencontre de décembre 2023 de :**

- Proposer en priorité un mandat d’un groupe de répondants sur les MUSE en identifiant les complémentarités avec des instances ou travaux existants : Comité sur les CC, GR QAEB, travaux de la TCNMI sur la préparation aux urgences, etc.
- Réfléchir à la **faisabilité** d’une formation complète sur la gestion de risques en situation d’urgence en santé environnementale en tenant compte des outils et initiatives existantes : simulations EME prévues en 2024 et 2025, formation de l’INSPQ sur la gestion de risques, etc.
- Définir les paramètres d’**éventuelles** courtes fiches d’intervention
- La cellule devra tenir compte des **capacités et disponibilités** des équipes de santé environnementale. La pérennisation des moyens (engagement ferme des parties prenantes avant le démarrage des projets) devra aussi être prise en compte.

Questions et commentaires :

- Des demandes de clarification sur la composition de la cellule sont faites. Il s’agit d’une cellule tripartite (MSSS, INSPQ et DSPu). Les personnes ayant été impliquées dans le GT-MUSE ou la cellule MUSE n’ont aucune obligation de s’y impliquer;

|   |   |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"><li>On demande des informations sur la cinquième priorité de l’actualisation du PNSP, soit sur la préparation aux crises sanitaires. Cette fiche ne sera pas prise en charge par la DGSP, mais plutôt par la Direction générale de la coordination réseau et ministérielle et des affaires institutionnelles (DGCRMAI);</li><li>On évoque le fait qu’un débriefage extensif de la crise de la COVID-19 pourrait être pertinent;</li><li>Le groupe de répondants sur les urgences en santé environnementale est demandé depuis longtemps. La cellule pourra camper son mandat pour tenir compte des différents besoins dont l’actualisation est à notre portée (notre responsabilité). Elle pourra également s’assurer qu’il n’y a pas de duplication avec les travaux de la TCNMI notamment. Il est aussi rappelé que les travaux sur les urgences visent à combler les besoins de formation des acteurs de SE.</li></ul> |   |
| <b>Suivi</b> : un appel à tous à participer à la cellule sera communiqué par courriel.  |   |
| 6. Éclipse solaire  | <p>Marie-France Boudreault et Isabelle Demers du MSSS et Mélissa Généreux de l’Estrie présentent le point dont les objectifs sont :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>Informer les membres de la TCNSE des enjeux de santé associés à l’éclipse et des échéanciers relatifs à la planification de certaines mesures préventives</li><li>Former une cellule de travail qui aura pour mandat de s’entendre sur des messages de santé publique harmonisés tenant compte des enjeux propres à chaque milieu (de garde, scolaire, de travail, communautaires et de soins)</li></ul> <p>Mélissa Généreux présente les risques et les enjeux associés à cet évènement. Ceux-ci sont présentés dans la fiche. Les régions souhaitent avoir le matériel élaboré par l’Estrie en attendant les travaux de la cellule. Un courriel sera envoyé aux membres de la TCNSE afin que ceux-ci puissent participer aux travaux.</p> |
| 7. Débriefage sur les processus mis en place par la TCNSE pour supporter les acteurs de SE pendant les feux de forêt de l’été 2023  |   |
| <p>CREDO présente l’activité dont l’objectif est l’amélioration de nos processus de concertation en temps d’urgence. Ce débriefage express n’est pas : Un débriefage de toutes les interventions de santé publique auprès des partenaires dans chacune des régions, ni un débriefage sur les actions portées par nos partenaires; L’occasion de trouver des coupables; il vise à améliorer les processus existants, particulièrement ceux sur lesquels la TCNSE peut jouer un rôle, et à les bonifier au besoin. Le fruit de la discussion sera un compte-rendu de débriefage qui sera déposé à la TCNSP le 30 novembre 2023 et au groupe de répondants QAEB et au futur groupe de travail sur les feux.</p> <p>Joanne Aubé-Maurice et Marie-France Boudreault présentent les différents moments des feux de forêt.</p>   |   |
| 8. Mot de la fin, fiches pour info seulement et évaluation de la rencontre<br>8.1 Aménagement du territoire<br>8.2 MADO   | <ul style="list-style-type: none"><li>Joanne Aubé-Maurice et Marie-France Boudreault remercient les participant.e.s ainsi que les Christian Bélair et Émilie Proteau-Dupont, les animateurs de la journée.</li><li>Ceux-ci invitent les membres à formuler un mot pour résumer leur journée. En voici quelques uns : stimulant, productif, collaboration, échange, complexité, idées, constructif, coordination, réseautage, efficace, nourrissant, travail, inspirant, pâté chinois, enrichissant, riche, apprentissage, mobilisation, découverte, belle énergie, engagement, agilité.</li><li>Jean-Pierre Trépanier, directeur désigné de la TCNSP, félicite les animateurs, souligne la qualité des échanges, notamment pendant le débriefage sur les feux de forêts et la pertinence de tenir les rencontres en présentiel.</li></ul>   |